

LISTE BIRIATUKO GEROA



ELECTIONS MUNICIPALES DU 23 MARS 2014
2014KO MARTXOAREN 23KO HERRI HAUTESKUNDEAK
ELECCIONES MUNICIPALES DEL 23 DE MARZO DE 2014

- > Un cap cohérent
- > Une cohésion retrouvée
- > Une équipe déterminée
- > Une gouvernance partagée
- > Des administrés consultés
- > Une gestion optimisée

- > Norabide koherente bat
- > Tinkotasun bat berriz aurkitua
- > Talde motibatu bat
- > Gobernantza partekatu bat
- > Herritarrak galdekatuak
- > Kudeaketa bat hobetua

- > Una dirección coherente
- > Volver a una cohesión
- > Un equipo determinado
- > Una gobernanza compartida
- > Ciudadanos consultados
- > Una gestión optimizada

Nous voilà arrivés à l'aube d'un grand rendez-vous démocratique.

Ces six années de travail pour la commune en tant qu'élus de l'opposition ont renforcé notre détermination à œuvrer pour le village. Partagez notre politique fondée sur l'équité, la prévision, la transparence et la solidarité, pour le bien-être de chacun, portée par un programme concerté, juste et cohérent.

Nous nous sommes entourés de fidèles de toujours et de nouveaux volontaires, partageant les mêmes valeurs tournées vers notre principale priorité : la participation de tous les Biriatuars à la construction de l'avenir de leur village.

Notre réflexion a bien sûr porté sur la gestion prioritaire de vos besoins quotidiens : logement, petite enfance, école, accès internet, voirie, animation et vie associative... sans oublier les enjeux futurs tels que l'accessibilité, la transition énergétique, les transports ou la montée en puissance de l'intercommunalité, sur lesquels nous souhaitons influencer fortement, notamment par une politique budgétaire et d'investissement efficace.

➤ UNE POLITIQUE FISCALE ET BUDGÉTAIRE JUSTE ET COHÉRENTE

■ Sans augmentation des taux d'imposition, la commune percevrait des recettes supplémentaires par le seul fait de l'augmentation de la valeur locative (base). Aussi, nous agissons sur les taux d'imposition selon l'évolution des bases, et abandonnerons les augmentations quasi automatiques jusqu'alors pratiquées. Nous opterons pour une variation différenciée (Exemple : augmenter la taxe foncière sans toucher à la taxe d'habitation) ;

■ Exemplarité dans une situation de hausse des taux d'imposition en diminuant de 5 à 10% les indemnités des élus.

■ Instauration d'un abattement à la base sur la **taxe d'habitation** en faveur des personnes lourdement handicapées et des familles ayant en charge une personne lourdement handicapée.

■ Délibération d'assiette en matière de *taxe foncière sur le non bâti* promouvant l'installation de jeunes agriculteurs et en matière de **taxe foncière bâtie destinée à l'activité économique** : exonérations de deux à cinq ans des locaux des entreprises nouvelles pour les établissements qu'elles créent ou reprennent à une entreprise en difficulté ; de sept ans pour les locaux des jeunes entreprises innovantes.

■ Outre l'optimisation des bases fiscales au sein de la commission communale des impôts directs, création d'un observatoire fiscal afin de garantir l'équité des contribuables face à l'impôt.

■ Refonte de la taxe de séjour pour un paiement par nuitée et par personne selon le standing de la location saisonnière.

■ La communauté d'agglomération a récupéré la part régionale et départementale de la taxe d'habitation et de la taxe foncière sur le non bâti. Nous devons veiller à maîtriser l'évolution des taux au niveau communal.

■ Création d'un budget annexe mettant en lumière les dépenses et les recettes du xoldo afin d'en connaître l'état de santé financière et opter pour une gestion adaptée.

Optons enfin pour une transparence dans la présentation des chiffres budgétaires aux administrés : la majorité sortante se base sur les chiffres du budget primitif correspondant à des prévisions et non à la réalité. Dans la pratique tous les crédits ouverts ne sont pas engagés, et il faut attendre les résultats de fin d'année pour constater ce qui a été réellement dépensé (à titre d'exemple selon les comptes administratifs 2012, 1 115 000 € ouverts au budget primitif général pour 673 000 € effectivement engagés. Les dépenses de personnel correspondent à 43% des dépenses globales de fonctionnement. En 2013, elles ne seraient plus que de 28% ? De même, en matière sociale, où 11% de moins est constaté entre la prévision et le réel).

➤ UNE POLITIQUE DU LOGEMENT EN ADÉQUATION AVEC LES BESOINS DE LA POPULATION

Nous favoriserons l'exploitation du parc privé existant pour une mise en location en résidence principale de logements actuellement en vacance, en location saisonnière ou en résidences secondaires (15% des logements). Parallèlement les futurs logements sociaux seront en priorité destinés à la location et non à l'accession à la propriété, ce qui respecterait à notre sens la véritable vocation d'un logement social. D'ailleurs, qu'appelle-t-on logement social ? Un T2 de 43,52m² à 117000 € à Mohiko Ttiki, soit 2688 € au m² ?

Quels sont les leviers à actionner ?

■ Délivrance de CU concrétisant les aspirations légitimes des familles locales à construire dans leur village,

■ Privilégier la création de lotissements communaux (en particulier pour les jeunes du village), dont l'attribution est maîtrisée par la commune, en bonne intelligence avec les propriétaires terriens en garantissant leur concrétisation par le biais d'une inscription en emplacements réservés. Une révision du PLU est de ce fait nécessaire;

■ Politique de réhabilitation du parc locatif privé existant : mise en relation des particuliers souhaitant réhabiliter leur bien immobilier avec les organismes publics délivrant les aides à l'amélioration de l'habitat. Ces aides financières peuvent être accordées en contrepartie d'une mise en location en résidence principale à un prix en deçà du prix du marché (20-30%) ;

■ Les propriétaires seraient assurés d'une garantie contre les risques locatifs et d'une mise en contact avec des candidats à la location.

■ **Création d'une commission municipale logement et habitat** chargée de ce qui a trait à la réhabilitation du parc ancien et à l'attribution de logements sociaux (mettre en adéquation la typologie des demandeurs (personne seule, couple avec ou sans enfant...) et les différentes catégories de logement (studio, T1...).

➤ UNE GOUVERNANCE CONCERTÉE

- Etablissement de règles de vie municipale à même de **garantir le droit à l'information, à l'expression et à la participation pour tous les conseillers en particulier et pour l'ensemble de la population en général :**

■ Adoption d'un règlement intérieur fixant les règles de vie municipale à respecter ;

■ Instauration de réunions de groupe réunissant TOUS les conseillers et réactivation du travail municipal collectif en garantissant la tenue de commissions;

■ Diffusion de documents de synthèse expliquant les ordres du jour contenus dans les convocations aux réunions du conseil municipal;

■ Publicité des réunions du conseil municipal avec les ordres du jour;

■ Compte rendu régulier du travail communautaire;

■ Garantie d'une tribune dédiée à l'expression de l'opposition sans réponse de la majorité au sein du bulletin municipal ;

- **Participation des habitants du village au processus de décision pour une meilleure efficacité :**

■ Instauration de véritables réunions de quartier, régulières et préparées en amont, faisant l'objet d'ordres du jour, d'un compte rendu et d'un suivi des propositions des citoyens;

■ Consultation des Biriatur pour tout projet d'importance ;

■ Droit de pétition d'initiative populaire pour l'inscription d'ordres du jour des conseils municipaux;

■ Commissions extra-municipales associant élus, techniciens et citoyens qualifiés dans un domaine particulier, commission sur l'accessibilité des personnes handicapées, comités d'usagers comprenant également les entreprises sur les questions de l'eau et des transports (arrêts – fréquence –taxe).

➤ UNE POLITIQUE SOCIALE REVALORISÉE

Les crédits annuels engagés en matière sociale ne sont pas et n'ont jamais été à la hauteur des enjeux : 0,55% des dépenses totales de fonctionnement en 2008 contre 1,55% au vu des comptes administratifs 2012.

Ne se limitant pas à l'octroi d'aides financières, elles correspondent également au développement du lien

social, de la vie en communauté, et à la recherche de l'autonomie. Aussi, il est indispensable d'instaurer une politique de services adaptés aux besoins des différents types de population.

■ Étude de l'ouverture d'une épicerie associative ;

■ Développement de l'Accueil loisirs sans hébergement avec la mise à disposition de locaux adaptés: 114 enfants fréquentent l'école de notre village. Des locaux annexes pourraient être aménagés dans l'une des infrastructures potentielles (voir volet investissement), au service d'un projet d'aménagement polyvalent ;

■ Aide à la création d'une structure multi-accueil de la petite enfance, de type micro-crèche ou maison de l'assistance maternelle... Non gérée financièrement par la collectivité publique en contrepartie d'un loyer raisonnable afin de ne pas casser la dynamique d'emploi , elle permettrait aux parents de déposer leurs enfants en un lieu unique ;

■ L'aspect intergénérationnel étant notre objectif, aménageons une salle à destination des associations. Ce mélange des générations en ferait un véritable lieu de vie et de cohésion sociale;

■ Dans le sens d'une insertion professionnelle des jeunes, créons un point information jeunesse (PI) en lien avec la mission locale. En complément, nous instaurerons un coup de pouce à l'obtention du permis de conduire, préalable à toute recherche d'emploi ;

■ Participation financière de la commune à une activité culturelle ou sportive des enfants dans le cadre associatif au moyen de conventions spécifiques ;

■ Luttons contre la dépendance et brisons les mécanismes d'isolement social des personnes âgées, handicapées, seules, ou convalescentes (garantie d'un portage de repas, instruction en mairie des demandes sociales pour les aides à domicile, l'apa...) en relation avec les services du conseil général);

■ Soutien des personnes lourdement handicapées et des familles ayant en charge des personnes lourdement handicapées : le conseil municipal a la faculté de voter l'instauration d'un abattement sur la taxe d'habitation. Nous instaurerons ce coup de pouce fiscal.

➤ DÉFENSE ET DÉVELOPPEMENT DE LA LANGUE ET DE LA CULTURE BASQUES

A l'heure du débat parlementaire sur la ratification de la Charte européenne sur les langues minoritaires, soulignons que de nouvelles perspectives sont désormais envisageables et viendront apporter une légitimité aux moyens d'action déjà existants.

■ Projet de bourses intercommunales à l'apprentissage de l'euskara au sein de la communauté d'agglomération, niveau pertinent de développement de nouveaux locuteurs bascophones ;

■ Création d'une commission extra- municipale sur la langue et la culture Basques : élus, technicien de la

langue basque, représentants de l'Office public de la langue basque (OPLB), de Seaska, d'Aek et d'Ikas bi ;

■ Création d'un poste d'adjoint à la langue et à la culture Basques chargé d'animer et de suivre les travaux de la commission. Il représentera la commune au sein du SISCb et sera l'interlocuteur d'instances publiques telles que l'OPLB et de regroupements tels que la plateforme Batera ;

■ Pourcentage du budget communal alloué au développement de la langue basque (subventions, investissement, formation des agents communaux volontaires) ;

■ L'association Biriakoto ikastola impulsée par des parents d'élèves nous a interpellés sur l'opportunité de créer une ama ikastola à Biriakoto. Nous soutenons ce projet de maternelle fondé sur l'apprentissage de l'euskara en immersion, qui permettrait le développement naturel de nouveaux locuteurs parfaitement bilingues. Le projet doit d'ores et déjà mûrir pour une mise en application lorsque le débat juridique actuel sera achevé. Les parents n'auront plus à faire le choix parfois douloureux entre école du village ou Ama ikastola hors de la commune ;

■ Mise en place d'une coopération transfrontalière renforcée avec une commune du Pays Basque sud sur des thématiques de travail formalisées par délibération du conseil municipal (comparaison institutionnelle, échanges d'expériences relatifs aux modes de gestion respectifs, élaboration de projets communs, mutualisation des moyens pour y parvenir).

► UNE POLITIQUE D'INVESTISSEMENT RÉPONDANT AUX BESOINS RÉELS

Nous continuerons bien évidemment à assumer les travaux de voirie et d'entretien des bâtiments publics, ou d'embellissement du village.

Réorientons la politique d'investissement en direction de chantiers représentant les véritables enjeux futurs :

■ Accessibilité des bâtiments et espaces publics (accéder au bureau de vote, à la salle des mariages, aux services administratifs, aux réunions du conseil municipal, au stationnement près du xoldo, accéder à la « maison des religieuses », au presbytère).

■ **Projet de réhabilitation de la « maison des religieuses », de l'ancien hôtel restaurant Bakea et du presbytère**

Nous vous soumettrons un choix d'implantation des projets engageant financièrement la commune, par voie de consultation populaire, notamment :

■ Structure multi-accueil de la petite enfance (voir volet social) ;

■ Mise à disposition de locaux pour l'ALSH (voir volet social)

■ Création d'une ama ikastola (voir volet langue Basque) ;

■ Création d'un centre multi services permettant la tenue de permanences : Mission locale, Sifa, ARL, conciliation de justice ;

■ Création d'un logement d'urgence ;

■ Développement des économies d'énergie publiques et du parc des énergies renouvelables. Carte d'implantation de bornes de recharge électrique et création d'une piste cyclable (voir volets environnement et intercommunalité) ;

■ **Cimetière** : création d'un ossuaire communal (caveau destiné à la ré-inhumation des restes mortels issus de reprises administratives) et d'un carré de fosses individuelles gratuites destinées à l'inhumation de défunts ne disposant pas de ressources suffisantes, non réclamés ou pour lesquels les familles ont choisi ce mode de sépulture. Adaptation aux mœurs en proposant un espace de dispersion des cendres cinéraires ;

■ Poursuite des programmes de voirie et d'électrification, sécurisation des voies dangereuses ;

■ Prise en charge par la commune des espaces verts des logements sociaux (rétrocession).

► UNE POLITIQUE DE DYNAMISATION ASSOCIATIVE, CULTURELLE ET COLLECTIVE

De 2008 à 2012, l'on est passé de 9 889 € à 20 639 € de subventions aux associations et de 30 à 37 associations bénéficiaires.

En réalité un même pourcentage de subventions (3% des dépenses globales de fonctionnement) et un éparpillement du subventionnement qui, au final, implique des montants peu significatifs pour les bénéficiaires pris individuellement ;

■ Maîtrisons le nombre d'associations bénéficiaires et optimisons le subventionnement associatif en fonction d'une redéfinition de l'intérêt communal ;

■ Instaurons une ligne budgétaire spécifique permettant la prévision de subventions exceptionnelles décidées en fonction des projets associatifs ;

- Un dialogue accru doit être recherché entre la municipalité et l'ensemble des associations.

■ La commune doit créer les occasions permettant écoute et soutien : instauration d'un protocole de dépôt des demandes de subventions, de réunions formalisées en vue de recenser les besoins et les difficultés, prendre acte des projets d'activités, rechercher une complémentarité entre l'offre associative et les projets d'animation municipaux, éviter les chevauchements, encourager les initiatives communes et la mutualisation des moyens, mettre en place en début d'année un planning concerté d'utilisation des salles communales ;

■ Mise en valeur de nos fêtes patronales en soutenant l'action du comité des fêtes. Instaurons un plan-

ning de réunions ouvertes à toutes les associations afin d'étoffer les animations durant cette semaine festive. Instituons pour l'occasion un transfert de licence IV, mutualisons les moyens humains, matériels et financiers ;

■ Diffusion de documents relatifs au fonctionnement des associations (déclaration en sous-préfecture, constitution et changements de bureau, modèle de statuts et de registre comptable, formulaires de demande de subvention...) dans une rubrique spécifique du site internet communal. Créons un espace d'expression et d'entraide permettant la constitution d'un véritable réseau associatif, le besoin en bénévoles étant le premier sujet d'inquiétude.

- Parallèlement la commune au moyen du budget tourisme devra :

■ Revoir le calendrier et l'offre d'animation en s'appuyant sur une offre culturelle régulière et volontariste (théâtre, concerts, spectacles, documentaires, expositions) tout au long de l'année et aspirons à un village ouvert à la culture ;

■ Créer une régie de recettes afin d'instaurer une tarification des animations les plus coûteuses. Couplée à la refonte de la taxe de séjour, cette mesure tendra à limiter le subventionnement du budget annexe tourisme par le budget général.

- Enfin, il est temps que les Biriatur profitent pleinement des infrastructures communales:

Actuellement, utilisation restreinte de la cancha du xoldo et de la salle Elkarte, réservées aux habitants de la commune à l'occasion de mariages (apéritif, repas).

■ Extension, dans un premier temps, des possibilités de location soumise à tarification de la salle Elkarte, pour les particuliers (anniversaire, départ en retraite, repas divers...) en priorité aux Biriatur et pour les personnes et les associations extérieures au village sous réserve de disponibilité. Un tarif préférentiel sera adopté en faveur des Biriatur ;

■ Gratuité de la cancha du Xoldo pour les jeunes sur les créneaux disponibles ;

■ Une mise à plat des comptes du xoldo permettra d'orienter son utilisation future.

■ Prise en compte des demandes répétées des parents d'élèves au Conseil d'école : en particulier la création d'une nouvelle cantine plus fonctionnelle, la réorganisation du travail et des conditions d'accueil des élèves, la couverture du préau, l'agrandissement et le réaménagement de l'aire de jeu.

> PARIONS SUR L'INTERCOMMUNALITÉ

Le transfert des compétences, et donc le déplacement de l'échelon décisionnel, a un impact direct sur le quotidien. Le travail législatif actuel se dirige vers un renforcement de l'intercommunalité (acte III de décentralisation). Nous devons certes défendre les

intérêts communaux mais au-delà adopter une vision communautaire.

■ Peser sur le schéma de cohérence territoriale (SCOT) en matière d'urbanisme qui plus est à l'heure où il est envisagé un transfert du PLU au niveau intercommunal ;

■ Peser sur la politique locale de l'habitat (PLH) en matière de logements; faire respecter par exemple l'obligation légale de 20% de logements sociaux dans les communes de plus de 3500 habitants.

■ Peser sur l'aménagement du territoire en matière de transports publics. Défense de projets de transports « doux » : création d'une piste cyclable (tronçon centre bourg – rond-point de Béhobie), définition d'une carte d'implantation de bornes de recharge électrique ;

■ Nous sommes actuellement en délégation de service public avec la Lyonnaise des eaux. Au terme de ce contrat, en 2017, nous souhaitons revenir à une régie publique de l'eau afin d'en maîtriser le coût.

■ Comités d'usagers comprenant également les entreprises sur les questions de l'eau, des déchets et des transports (arrêts - fréquence - taxe).

■ Peser sur la politique fiscale (voir volet budgétaire et fiscal) ;

■ Politique intercommunale en faveur de l'euskara (voir le volet langue et culture Basques) ;

> UNE POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE VOLONTARISTE

- Promotion des comportements éco-citoyens : tri, compostage individuel et collectif (la commune doit être le relai entre les particuliers et les collectivités publiques en charge de la collecte et du traitement des déchets), économies d'énergie et de ressources naturelles ;

■ Exemplarité de la commune: réduction des produits phytosanitaires (pesticides) : entretien des espaces verts, forêts ou promenades accessibles ou ouverts au public ;

■ création de jardins collectifs ;

- Aide aux comportements éco-citoyens : soutien pour l'isolation des logements (voir volet logement) et pour les actions en matière d'économie d'énergie (cuves d'eau de pluie, éclairage basse consommation, etc.,...);

- Politique communale volontariste avec des outils de réflexion et une évaluation des décisions : commission environnement et économies d'énergie pour un investissement public durable :

■ Parc électrique public basse consommation, véhicule communal électrique ;

■ Développement du photovoltaïque (centre technique municipal, xoldo) ;

- Cuves de récupération d'eau de pluie ;
- Soutenons l'eusko, monnaie complémentaire locale, pour une relocalisation de l'économie et un rapprochement des sites de production et de consommation ;
- Renégociation avec les ASF relative aux murs anti bruit aux abords de l'autoroute et vigilance en matière de lutte contre le projet de LGV ;
- S'engager à respecter le pacte de transition énergétique proposé par la plate-forme Bizi,
- **Gestion de la montagne :**

Faire bénéficier les montagnes de la commune des avantages du plan Natura 2000.

Elaborer une Charte Forestière de Territoire (CFT) concertée pour la maintenir dans une phase de croissance et mettre en œuvre un plan de préservation et de valorisation de la forêt: réhabilitation des pistes et chemins, proscription des loisirs motorisés, maintien de la biodiversité, création d'événements autour de la montagne ;

- exploitation de la fougère, clôture des bois vieillissants, entretien des sentiers perdus (aide de l'État, de l'Europe et de la Chambre d'agriculture) ;
- reboisement avec plantation sur des terrains pentus (arbres chênes, châtaigniers) et giro broyage sur terrains peu pentus ;
- récupération des sources naturelles de montagne, constitution de réserves d'eau pour les pompiers;

➤ GESTION RATIONALISÉE DE LA MASSE SALARIALE

Les dépenses en matière de masse salariale s'élèvent à 43% des dépenses globales de fonctionnement et correspondent au premier poste budgétaire auquel nous avons à faire.

A Biriato, la gestion actuelle du personnel communal repose en partie sur le recours aux contrats aidés fortement subventionnés par l'Etat mais laissant peser une issue incertaine aux personnels bénéficiaires au bout du délai de subventionnement. A cela s'ajoute, le risque de recrutement de nouveaux agents que nous devons une nouvelle fois former. Cette précarité peut en outre être aggravée par une durée de temps de travail à temps non complet.

Enfin, le temps de travail et l'affectation sur le terrain des personnels pourraient être améliorés afin d'éviter les risques d'éparpillement.

- Identifier les besoins réels et permanents en concertation avec le personnel en poste ;
- Identifier le niveau de qualification nécessaire à l'exécution des missions avant de créer un poste et d'opérer un recrutement ;
- Pour les postes sans exigence de qualifications particulières : utilisons les contrats aidés, formons

l'agent avec titularisation si l'expérience s'avère concluante. A ce niveau de recrutement nous privilégierons les candidats originaires de la commune ;

■ Pour les postes nécessitant des qualifications particulières, nous recruterons des candidats titulaires d'un concours de la fonction publique territoriale.

■ Transformation d'un emploi aidé en un emploi statutaire au sein des services administratifs ;

■ Stabilisation des services techniques à 2 agents à temps complet titulaires ;

■ Gestion rationalisée des temps de travail : heures complémentaires redistribuées avant toute ouverture de nouveaux postes, gestion des plannings à long terme et temps complets favorisés offrant une sécurité aux agents ;

■ Création d'une participation communale aux dépenses de complémentaire santé des agents communaux conditionnée à la catégorie de l'agent (participation progressive de A à C).



Biriatuentzat dugun ausartzia sendotu egin du. Zuzentasunean, aurreikuspenean, garden-tasunean eta elkartasunean oinarritua den gure politika partekatu ezazue.

Betiko jende fidel eta boluntario berriez inguratu gara, balore berdinak partekatzen ditugulako gure lehentasunari begira : Biriatuar guztien parte hartzea herriaren geroaren eraikitzeke.

Gure ausnarketa zuen eguneroko beharren kudeaketarengana bideratua izan da : etxebizitza, haurtzarora, eskola, internet, bide-zerbitzuak, animazioa eta elkarteak bizia... biharko erronkak ahaztu gabe. Iristeko erraztasuna, trantsizio energetikoa, garraioak edo herriartekotasunaren indartzearen gainean eragina ukan nahi dugu, aurrekontu eta inbertsio politika eraginkor bat plantan ezarritz.

➤ AURREKONTU ETA ZERGA POLITIKA ZUZEN ETA KOHERENTE BAT

■ Zergen tasa emendatu gabe, herriak diru-sarrera gehiago ukango lituzke, alokairuen balorearen emendatzeari esker. Zerga tasaren gainean jardungo dugu alokairuen balorearen bilakaeraren arabera, eta orain arte izan diren emendatze kasik automatikoak baztertuko ditugu. (Adibidez : lur zerga emendatu, etxebizitzaren zerga emendatu gabe).

■ Adibidez zergak emendatzen baldin badira, hautetsien ordainsaria %5 eta %10 artean apaldu.

■ Larriki elbarrituak diren pertsonentzat eta familientzat, etxebizitzaren zerga apaldu.

■ Laborari gazteen aldeko lur zerga politika bat eraman ; entresa berrien aldeko zerga dispensa bat erabaki.

■ Zergen behatoki bat sortu, zuzentasuna segurtatzeko.

■ Egonaldi zerga berrantolatu, gauka eta pertsona ordainaraziz, alokairuaren mailaren arabera.

Budxetaren gardentasun bat segurtatu nahi diegu herritarrei aurkeztuko dizkizuegun zenbakietan.

➤ POPULAKUNTZAREN BEHARREN ARABERAKO ETXEBIZITZA POLITIKA BAT ERAMAN

- Bizitoki pribatuen baliatzea lagunduko dugu, hutsak diren etxebizitzak urte osoan alokatuak izan daitezen. Paraleloki, hurrengo bizitegi sozialak alokairurako izanen dira.

Zer egin dezakegu ?

■ Herriko etxeko bizitegien sorrera abantailatu (be-reziki herriko gazteentzat), eta bizitegi horien kudeantza Herriko Etxeari eman. Tokiko Hirigintza Planaren berrikustea beharrezkoa da zentzu horretan.

■ Bizitegi pribatuen zaharberritzea : ontasun higiezinak berritu, nahi duten jabeak laguntzak eskaintzen dituzten erakundeekin harremanetan ezarrit. Laguntza horiek emanak izan daitezke etxebizitza merkatuaren

prezioetan baino apalago alokatzen bada (%20-30 apa-lago).

- **Bizilekua eta etxebizitzarentzako batzorde bat sortu herriko etxean**, bizitegien arraberritzeko politika eramateko eta bizitegi sozialak nori emateko erabakitzeke.

➤ DENEN ARTEKO KUDEAKETA

- **Informazioaren eskugarritasuna, adierazpen askatasuna eta hautetsi zein herritar guztien parte hartzea segurtatuko ditugu :**

■ Herriko etxean barne araudi bat sortu ;

■ Hautetsi GUZTIAK biltzen dituen bilkurak egin, batzorde guztiak eginen direla segurtatuz ;

■ Herriko etxeko aldizkarian oposizioari adierazpenak egiteko toki utzi.

- **Herritarren parte hartzea erabakien prozesuan eraginkortasuna hobea izateko :**

■ Auzoko bilkurak erregularki antolatu Biriatuarrek beraien proposamenak ekar ditzaten ;

■ Herritarren iritzia eskatu proiektu garrantzitsu bat egin aitzin, eta kontseilu munizipalaren beraien ideiak ekartzeko aukera eskaini ;

■ Herriko Etxetik kanpoko batzordeak antolatu, hautetsi, teknikari eta herritar adituen artean.

➤ POLITIKA SOZIALA HOBETU

Laguntza soziala ez denez diru laguntzetara mugatzen, harreman sozialaren garatzea, partaliertasunean bizitzea, eta autonomiaren lortzea bermatu nahi ditugu. Horretarako, ezinbestekoa da zerbitzu politika bat eskaintzea, herritarren behar desberdinen arabera pent-satua.

■ Elkarre moduko janari saltegi bat idekitzeko ikerketa burutu ;

■ Aterpetze gabeko aisialdi zentroa garatu, egoitza egokitu bat eskuko ezarrit : 114 haur daude gure herriko eskolan. Eskolari datxikion eraikin bat egin daiteke, erabilera aintzeko hornikuntza eskainiko duen herriko azpiegitura batean (ikus inbertsioak) ;

■ Haur ttipien harrerarentzako egitura bat sortu (haurtzaindegi ttipi edo etxe haurtzaindegi motakoa), alokairu apal baten truke.

■ Belaunaldien arteko harremana gure helburu bat denez, elkarreentzako gela bat antola dezagun, bene-tazko bizi toki bat eta kohesio soziala ekar ditzan.

■ Gazteen sartzea lan munduan errazteko, Gazte-entzako Informazioa Pundu (PI) frantsesez bat sortu. Horrekin batera, gida baimena pasatzeko laguntza bat plantan ezarriko dugu ;

■ Elkarreentzako kirol edo aktibitate kulturalak egin ditzuten haurrentzako, diru laguntzak plantan ezarri ;

■ Adin handiko pertsonen, elbarrituen, bakarrik edo eri diren pertsonen dependentziaren aurka jardun de-

zagun, eta bakartasun sozialaren mekanismoak apur ditzagun (bazkariak etxera eramaten duen zerbitzu batekin, laguntza sozialak eskuratzeko herriko etxearen parte hartzearekin...);

■ Elbarrituak diren pertsonak eta familiak lagundu zerga politika berezi batekin.

➤ EUSKARA ETA EUSKAL KULTURA BABESTU ETA GARATU

Parlamentuan Eskualde Hizkuntza Gutxituen Eurokarta eztabaidatzen ari direla eta, aurreikus daitezkeen perspektiba berriek jadanik erabiltzen diren ahalei bidezko-tasuna ekarriko dizkiete.

■ Herri elkargoaren mailan, diru laguntzak eskaini euskara ikasi nahi dutenentzat;

■ Euskara eta euskal kulturari lotutako Herriko Etxetik kanpoko batzorde bat sortu, hautetsiz, euskararen teknikariz, Euskaren Erakunde Publikoko, AEKko, Seaskako eta Ikas Biko ordezkariak osatua;

■ Auzapezorde batek euskara eta euskal kulturaren inguruan eramandako lanak segituko ditu. SISCb eta EEK bezalako erakundeetan Biriaturordezkariak ditu, baita Batera plataformak antolatzen dituen bilkuretan;

■ Herriko gurasoek sortutako « Biriaturorde ikastola » elkarteak jakinarazi digu gure herrian ama ikastola bat sortu nahi duela. Proiektu hori sustengatzen dugu, Biriaturorde ez dezaten hautu zail bat egin behar: Biriaturorde eskolara edo kanpoko ikastola batetara joan;

■ Hego Euskal Herriko herri batekin harremanak sortu, lan moldeak trukatzeko.

➤ BENETAZKO BEHARREI ERANTZUTEN DION INBERTSIO POLITIKA ERAMAN

Noski, herriko bideko obrak egiten, eraikin publikoen garbitzen eta herriaren edertzen segituko dugu.

Geroari begira garrantzitsuak izanen diren proiektuei zuzenduko dizkiegu herriko inbertsioak:

■ Herriko eraikin eta espazio publikoetan sartzeko bideak erraztuko ditugu: bozkatzeko, ezkontzen gelara joateko, herriko kontseiluetara etortzeko, Xoldoren ondoan aparkatzeko, apeztxera iristeko...

■ Bakea hotel-jatetxe ohian, « seroren etxean », eta apeztxean zaharberritze proiektuak burutu.

Zuen iritzia eskatuko dizuegu proiektu garrantzitsuentzat, bereziki:

■ Haur ttipientzako harreraren egiturarentzat (ikus atal soziala);

■ Aterpetze gabeko aisialdi zentroarentzat lokal bat utzi (ikus atal soziala);

■ Ama ikastola bat sortu (ikus euskararen atala);

■ Zerbitzu ugarienezako zentro bat sortu, permanentziak egin ditzaten: Mission locale, Sifa, ARL;

■ Urgentziarako bizitoki bat sortu;

■ Energia berriztagarriak garatu eta energia publikoak aurreztu. Kargatze elektriko terminalak eta bizikleta bide bat egin (ikus ingurumena eta herriarteko atalak);

■ **Hilerria**: hezurtegi herrikoi bat sortu, hilobi indibidual batzuk dohainik utzi ahalmenik ez duten pertsonentzat eta erraztasun botatzeko toki bat sortu;

■ Herriko bideak eta elektrizitatea berritu, eta bide lanjerosak segurtatu;

■ Espazio ferdeak eta etxebizitza sozialak Herriko Etxearen kudeaketan utzi.

➤ ELKARTEAK, KULTURA ETA KOLEKTIBITATEA DINAMIZATZEKO POLITIKA

2008tik 2012ra herriko elkarteentzako diru laguntzak 9.889€tik 20.639€ra pasa dira eta 30 elkarte hartze-dunetatik 37ra pasa gara.

Errealitatean, diru laguntzen ehunekoa berdina da (gastuen %3a), eta sakabanaketarengatik, indibidualki hartuz, diru zama ttipiak dira bakotxarentzat;

■ Herriaren interesarentzat, berriak dezagun elkar-teen kopurua eta hoberendu dezagun elkarten diru laguntza;

■ Finkatu dezagun diru zama bat, elkarten proiektuentzat izaiten ahal diren ohiz kanpoko diru laguntza batzuentzat.

- Hurbileko elgarriketa bat izan behar da munizipalitatea eta elkarten artean.

■ Herriok Etxeak elkarten entzuteko eta sustengatzeko gertaldiak pentsatu behar ditu: diru laguntzak eskatzeko protokolo bat egin, beharrak eta zailtasunak adierazteko bilkurak antolatu, aktibitateen proiektuak kontutan hartu, osaketa bat xerkatu elkar-teen eskaitzen eta animazio proiektuen artean, gaine jartzeak saihestu, iniziatiba amankomunak sustatu, urte hasieran finkatu herriko gelen plangintza;

■ Herriko festei balioa eman, festa komitea sustengatuz. Festen denboran animazio kopurua emendatzeko, finka dezagun elkarte guzietan idekia den bilkur plangintza bat. IV lizentzia ezarri dezagun. Elkartu ditzagun pertsona, material eta diru medioak;

■ Elkarten funtzionamenduarentzat beharrezkoak diren dokumentoak banatu ditzagun herriko webgunean ezarriz. Elgarriketa gune bat sortu dezagun elkarlaguntza eta adierazpena sustatzeko.

Turismoarentzat pentsatua den diru zamaarentzat, herriak behar du:

■ Berrikusi animazioen egutegia, erregularra eta boluntarista izan dadin (antzerki, kontzertu, ikusgarri, dokumental) eta herria kulturari idekia izan dadin.

- Biriaturorde herriko azpiegiturak erabiltzeko tenorea iritsi da:

Mementukotz, Xoldoko kantxaren eta Elkartearen gelaren

erabilera mugatuak dira (herriko jendearentzat ezkontzak badirenean).

■ Elkartea gela alokatzeko aukera eskaini lehentasunean Biriaturarentzat, eta libre denean kanpoko pertsona eta elkarreentzat (urtebetetze, afari...). Prezioa Biriaturarentzat apalagoa izanen da ;

■ Xoldoko kantxa dohainik utzi Biriaturuko gazteentzat, ez denean erabilia;

■ Xoldoko pilotalekuaren kontuak argitu, geroari begirako erabilera hobeto erabakitzeke.

■ Behin eta berriro Eskola Kontseiluan izandako gurasoen eskakizunei erantzun : jantegi praktikoago bat sortu, lanaren eta haurren harreraren baldintzak berantolatu, aterpea estali, jolastokia handitu eta berantolatu.

> HERRITARTEKOAN EGIN DEZAGUN

Gaur egun, herritarrekoak gero eta pisu gehiago dauka eta Herri Elkargoek botere handiagoa daukate. Herriaren interesak babestu behar baditugu, herritarreko kudeaketan pentsatu behar dugu ere.

■ Lurralde Koherentziarako Eskeman (SCOT frantsesez) pisua ukan, bereziki hirigintza politikan, Tokiko Hirigintza Plana herritarrekoan kudeatua baita ;

■ Tokiko Bizileku Politikan pisua ukan, 3.500 biztanle gehiagoko herrietan %20 etxebizitza sozialen muga errespetaraziz ;

■ Garraio publikoen garapenean pisua ukan. Ingurumenaren babeserako proiektuak sustengatu, hau da Biriaturuko zentroetik Pausuko biribilguneraino bizikleta bide bat sortuz, edota kargatze elektriko terminalak garatuz ;

■ Orain arte Lyonnaise des eaux enpresa arduratzen da Biriaturuko uraz. Kontratua 2017an bukatu ondotik, Herriko Etxeak kudeatzea nahi dugu, uraren prezioa kudeatzeko.

■ Zerga politikan pisua ukan (ikus zergen atala);

■ Herritarreko politika bat euskararen alde burutu (ikus euskararen atala).

> INGURUMENAREN POLITIKA BOLUNTARISTA

- **Jokamolde eko-hiritarra sustatu** : bereizketa egin, konposta indibiduala eta kolektiboa plantan ezarri (Herriko Etxea partikularren eta hondakinetaz arduratzen den elkargo publikoaren arteko lotura bat izan behar), energien eta baliabide naturalen aurrezteak.

■ Herriaren eredugarritasuna: pestiziden ttipitzea, espazio berdeen, oihanen eta ibilaldien zaintzea ;

■ Baratze kolektiboen ideitzea.

- **Jokamolde eko-hiritarrei laguntza** : etxeen isolamenduentzat eta energiaren aurrezteko ekimenentzat sustengua ;

- Inbertsio publiko bat denbora luzean :

■ Kontsumo apaleko elektrizitate publiko bat, garraio publiko elektrikoak ;

■ « Fotoboltaikoaren » garapena (zentro teknikoan, Xoldon) ;

■ Euriaren ura errekuuperatzeko dupak ;

■ Euskua (moneta lokala) sustengatu, ekonomia berlokaltatzeko, produkzio eta kontsumo puntuak hurbiltzeko ;

■ Autopistarekin bernegoziatu soinu pasatzen uzten ez duten paretak eraiki ditzazten. Zaindu AHTren aurkako borroka ;

■ Bizi plataformak proposatutako transizio paktua errespetatu ;

- Mendien kudeaketa :

Herriko mendiei Natura 2000 planoak aplikatu ;

« Charte Forestière de Territoire (CFT) » bat prestatu, garapen fase bat mantentzeko, oihana babesteko eta baloratzeko.

- Iratze pentzeak landu, egur zahartua ordezkatu, pentze galduak mantendu (Estatuaren, Europaren eta Laborantza ganbararen laguntzarekin);

- Lurren mantentzea ;

- Mendien iturri naturalen berreskuraketa, suhiltzaileentzat ur erreserbak egin ;

> LANGILEEN KUDEAKETA ARRAZOITUA

Biriatur, oraingo herriko langileen kudeaketa Estatuaren kontratu lagunduei esker eginga da. Diru laguntza horiek bukatu eta, langile horien geroa ez da segurtatua. Gainera, lan denbora eta antolaketa hobetu daitezke. Horrentzat, beharrezkoa da :

■ Langileekin adostuz, egiazko eta betiko beharrak identifikatu.

■ Postu bat ortu aintzin, beharrezkoak diren gaitasunak identifikatu.

■ Gaitasun berezirik gabeko postuentzat: kontratu lagunduak erabili, esperientzia duten langileak formatu. Ahal bezain bat, herriko jendeen hartzen saiatuko gara.

■ Gaitasun bereziak behar dituzten postuentzat: lurralde publikoko azterketa duten pertsonak hartuko ditugu.

■ Administrazio zerbitzuetan, lanpostu lagunduak mugagabeko lanpostu bezala aldatu.

■ Zerbitzu teknikoak egonkortzeko, bi langile denbora oso hartu

■ Lan denboraren kudeaketa arrazoindua: ordu gehigarrien berbanaketa postu berriak ideki aintzin, egitarauaren kudeaketa denbora luzean, eta denbora osoen laguntzea lanaren segurtatzeko.

■ Parte hartze herrikoi bat sortu herriko langileen osasun gastuen inguruko gehigarrientzat.

Hemos llegado a una cita democrática y estos últimos seis años en la oposición han confirmado nuestra determinación para obrar por nuestro pueblo. Comparta nuestra política basada en la igualdad, la previsión, la transparencia y la solidaridad para el bienestar de cada uno ; nuestra política será dirigida por un programa concertado, justo y coherente. Nuestro equipo se compone de antiguos y de nuevos voluntarios que comparten los mismos valores y la misma prioridad : la participación de todos los habitantes de Biriato en la construcción del futuro de su pueblo.

En este programa hemos trabajado no sólo en la gestión de sus necesidades cotidianas (alojamiento, escuela, transportes...) sino también en la transición energética, la accesibilidad, las inversiones eficientes y la importancia de la intercomunalidad.

➤ UNA POLÍTICA DE FISCALIDAD Y DE PRESUPUESTO JUSTA Y COHERENTE

- Actuar en las tasas de imposición según la evolución de las bases y abandonar los aumentos sistemáticos.
- Si las tasas deben aumentar, baja de la indemnización de los electos de un 5 a un 10%.
- Deducción fiscal en *la taxe d'habitation* para las personas con importante discapacidad.
- Creación de un observatorio fiscal para garantizar la equidad.

Garantizaremos la transparencia en la presentación del presupuesto

➤ UNA POLÍTICA DE ALOJAMIENTO ADAPTADA A LAS NECESIDADES DE LA POBLACIÓN

- Favorizaremos la explotación de los alojamientos privados existentes y la política de alojamientos sociales (protección oficial) se centrará en el alquiler social.

¿ Qué se puede hacer ?

- Privilegiar la creación de alojamientos comunales gestionados por la municipalidad.
- Política de rehabilitación de los alojamientos existentes.
- Creación de una comisión municipal "alojamiento y hábitat".

➤ UNA GOBERNANZA CONCERTADA

Garantizaremos el derecho a la información, a la expresión tanto de los electos como de los ciudadanos creando reglas de funcionamiento de la vida muni-

cipal, anunciando las reuniones del consejo y difundiendo un informe, haciendo participar a todos los biriatuarres al proceso de decisión con reuniones y comisiones de barrio.

➤ UNA POLÍTICA SOCIAL REALMENTE

Es imprescindible instaurar una política de servicios adaptada a las necesidades de los diferentes tipos de población.

- Estudio entorno a la apertura de una tienda de alimentación asociativa.
- Desarrollando la acogida de día de los niños con locales adaptados.
- Ayudando a la creación de una estructura de guardería asociativa con locales facilitados por el ayuntamiento.
- Facilitando una sala para las asociaciones y fomentando el carácter intergeneracional de los encuentros.
- Creando una Oficina de información para la juventud y la inserción profesional
- Participando económicamente a la inscripción de los niños a una actividad cultural y deportiva.
- Luchando contra el aislamiento social de los mayores y de los discapacitados.

➤ UNA POLÍTICA EN DEFENSA Y DESARROLLO DEL EUSKERA Y DE LA CULTURA

- Proyecto de becas para aprender el euskera.
- Creación de una comisión extramunicipal sobre la lengua y la cultura vasca.
- Creación de un puesto de adjunto en cargo de la lengua y la cultura.
- Porcentaje del presupuesto destinado al desarrollo del euskera.
- Apoyo a la asociación Biriatuko Ikastola.
- Fomento de una cooperación con Hegoalde.

➤ UNA POLÍTICA DE INVERSIONES EN RESPUESTA A VERDADERAS NECESIDADES

Es evidente que asumiremos las obras corrientes de carreteras o de mantenimiento de edificios públicos pero garantizaremos inversiones para proyectos que son un reto para el futuro :

- Accesibilidad de los edificios y los espacios públicos.
- Proyecto de rehabilitación de edificios como la « maison des religieuses », del antiguo hotel Bakea y de la casa parroquial.
- Desarrollo de energías renovables, creación de ciclovías.

- Garantizar la seguridad en las zonas peligrosas (por ejemplo salida de la autopista en Kurleku..)
- Asegurar el mantenimiento de los espacios vegetales en los alojamientos sociales.

> UNA POLÍTICA DE DINAMIZACIÓN ASOCIATIVA, CULTURAL Y COLECTIVA

Es necesario instaurar un verdadero diálogo entre el ayuntamiento y las asociaciones. La municipalidad debe facilitar el trabajo y las acciones de las asociaciones que favorecen el telón social de Biriatsu. La prioridad debe ser tomar en cuenta las demandas de las asociaciones como por ejemplo responder a las necesidades formuladas por los padres de alumnos (crear un nuevo restaurante escolar, mejorar el área de juego...). Debe también incentivar las iniciativas comunes y mutualizar los medios materiales y humanos. Una de las prioridades se centra también en la valorización de las fiestas de Biriatsu, en la diversidad y regularidad de las ofertas de animación y de ocio (facilitando por ejemplo el acceso gratuito a la cancha del Xoldo cuando hay disponibilidades...).

> UNA POLÍTICA MEDIOAMBIENTAL VOLUNTARISTA

La municipalidad debe ser el medio de comunicación entre los particulares y las colectividades públicas en materia de reciclaje, residuos, energías renovables y recursos naturales.

- Reducción de productos fitosanitarios (pesticidas) para el mantenimiento de los espacios vegetales, del bosque y de los paseos.
- Creación de huertas públicas.
- Creación comisión para inversiones sostenibles.
- Negociar con la sociedad de autopista para la creación de un muro anti ruido.
- Respeto del pacto de transición energética elaborado por la plataforma Bizi.
- Mantenimiento de los montes y los bosques.

> Una gestión racionalizada de la masa salarial

En Biriatsu la gestión actual del personal municipal estriba en contratos temporales subvencionados por el estado pero que son precarios para el personal. Es necesario :

- Identificar con la plantilla las necesidades reales y permanentes.
- Transformar los puestos subvencionados en puestos reales dentro del servicio administrativo.
- Estabilizar los servicios técnicos a 2 agentes en jor-

nada completa y puestos fijos.

- Gestionar de manera racional el tiempo de trabajo para garantizar la seguridad laboral de los agentes
- Prever una participación comunal para los agentes municipales a los gastos complementarios de salud

> INTERCOMUNALIDAD

La Intercomunalidad es una institución que reúne pueblos de zonas geográficas próximas y cuyas competencias han sido reforzadas. Además de elecciones municipales, el 23 de Marzo votará para elegir los consejeros comunitarios (lista única).

Por tanto, este mayor peso de la intercomunalidad en cuanto a competencias necesita que los consejeros tengan no sólo una visión municipal sino también comunitaria. Las competencias de la intercomunalidad corresponden entre otras a la gestión de los transportes, política de hábitat, gestión del agua, gestión de los residuos...

Estamos determinados en tener peso en esta institución y en ser fuerza de proposición a todos los niveles.



LISTE BIRIATUKO GEROA



Vincent SORHUET
42 ans
Agent de conduite SNCF
Conseiller sortant



Odile CORNU
46 ans
Directrice d'école



Patrick PENA
37 ans
Rédacteur chef territorial
Conseiller sortant



Ainhoa AGUIRRE
40 ans
Enseignante



Jean-Christophe HARAMBOURE
36 ans
Agent SNCF
Conseiller sortant



Solange EGUIGUREN
47 ans
Professeur de lycée professionnel



Jean-Marie OYARZABAL
46 ans
Agriculteur et gérant d'entreprise
Conseiller sortant



Nathalie PASQUINE
42 ans
Auxiliaire de puériculture



Frank APRENDISTEGUY
48 ans
Responsable après-vente



Anne-Marie HUARTE
48 ans
ATSEM



Didier TAILLET
60 ans
Fondé de pouvoirs



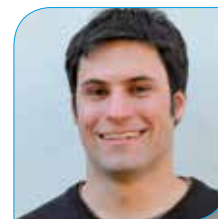
Mirentxu MARTIJA
37 ans
Assistante dentaire



Mattin GIRARD
44 ans
Cadre trade marketing



Mirentxu ARIZAGA
44 ans
Secrétaire



Gorka ALBISTUR
25 ans
Journaliste

Découvrez notre programme détaillé et des informations complémentaires sur notre blog : biriaturkogeroa.over-blog.com

Le panachage n'est plus autorisé. Votez liste entière sans rayure ni ajout.
Nahasketa ez denez gehiago baimendua, zerrenda osoa hautatu beharko da, marradura edo gehiketarik gabe.
Deberá votar una lista completa sin borrar ningún nombre ni apuntar nada.